

Rapport sur la situation économique: toujours la stagnation

A propos de la situation actuelle

Selon les observations de la Fédération des entreprises suisses, l'économie suisse est en situation de stagnation en cette fin de semestre. Les exportations de marchandises tendent à fléchir. La propension des entreprises à investir ralentit depuis un certain temps déjà. La consommation privée, mesurée à l'évolution des chiffres d'affaires du commerce de détail et aux ventes de voitures neuves, perd également de son dynamisme. Cette atonie conjoncturelle et les perspectives ternes se traduisent non seulement par un recul de l'emploi, mais aussi par une forte montée du chômage. Les seules éclaircies constatées sont la normalisation du cours de change euro-franc et le faible niveau des taux d'intérêt. Toutefois, toutes les entreprises ne peuvent pas en profiter de la même manière en raison des risques de solvabilité. Avec un taux de renchérissement annuel de 0,5% en mai et compte tenu d'indices conjoncturels peu prometteurs, il n'y a pas de risque d'inflation malgré des taux de croissance élevés de la masse monétaire. La probabilité d'une spirale déflationniste est relativement faible, vu que la faiblesse de la demande n'est guère en rapport avec l'attente des ménages pour une diminution des prix. Cependant, le risque n'étant pas complètement conjuré, il s'agit d'accorder une attention soutenue à la politique économique générale afin de ne pas saper la confiance.

Perspectives

Conjoncture mondiale

Avec la fin des combats en Irak et notamment avec le recul des prix du pétrole, qui s'étaient envolés sous l'effet de la spéculation, le marché des actions a repris quelques couleurs et la politique monétaire et financière a retrouvé une orientation expansionniste dans certaines grandes économies (Etats-Unis, Euroland, Grande-Bretagne); les conditions d'une reprise de l'économie mondiale se sont donc améliorées. Le fait que le climat des prix dans les pays industrialisés est dans l'ensemble calme est également un élément positif. Ainsi, le rythme d'évolution conjoncturelle devrait s'accélérer quelque peu ces prochains mois. En revanche, l'économie restera atone dans l'Union monétaire européenne (UME). Le souci s'est fait jour que la revalorisation de l'euro puisse entraîner des effets de frein au niveau de l'économie extérieure. Il n'y a pas de dynamisme à attendre non plus du côté de l'économie japonaise.

En revanche, les pays d'Amérique latine promettent de légères améliorations. De même, le rythme de croissance des pays qui vont adhérer à l'UE devrait rester relativement soutenu. Mais les impulsions pour l'économie mondiale en provenance d'Asie de l'est devraient être plutôt plus faibles en raison du SRAS.

Dans l'ensemble, on peut se demander si le creux de la vague conjoncturel est atteint dans l'économie mondiale ou si les forces de reprise vont se révéler durables. Cette question se justifie d'autant plus qu'avec la diminution des incertitudes géopolitiques, les facteurs fondamentaux de problèmes (déséquilibres macroéconomiques aux États-Unis, problèmes structurels au Japon et dans quelques grands pays de l'UE) reviennent au premier plan. L'économie suisse ne s'attend donc plus, pour l'année en cours, à une reprise décisive de la conjoncture mondiale, indispensable à la relance de l'économie suisse.

Suisse

Sur cette toile de fond, force est d'admettre que la tendance à la stagnation, qui caractérise actuellement la Suisse, va provisoirement se maintenir. En d'autres termes, aucune reprise conjoncturelle n'est attendue dans un avenir proche et rien ne laisse supposer non plus que l'on va vers une régression accentuée. Les activités d'exportation demeureront faibles dans pratiquement toutes les branches, aussi longtemps que la conjoncture stagnera sur les principaux marchés européens. A cela s'ajoute que si l'espace dollar, qui absorbe environ 20% des exportations suisses, tend à se réveiller, ce mouvement est contrecarré par la faiblesse du dollar. Vu les attentes plutôt modestes de l'industrie pour les prochains mois, il ne faut pas escompter une reprise sur le plan des investissements d'équipement, malgré des signaux positifs en matière d'intérêts. Surtout, au vu du degré d'utilisation insuffisant des capacités de production, il n'existe aucune incitation à investir davantage. Les investissements en matière de construction, surtout dans les domaines du bureau et du commerce, demeureront orientés à la baisse ces prochains mois. Il importe donc que les pouvoirs publics mettent en oeuvre les projets arrêtés et prêts à être réalisés dans le bâtiment et le génie civil. Etant donné les pertes qu'il faudra encaisser sur les revenus disponibles de par l'augmentation des cotisations des caisses de pension et des caisses maladie, l'expansion de la consommation privée sera freinée. Dans l'ensemble, l'économie suisse s'attend pour 2003 à une croissance réelle comprise entre 0 et 0,3%, avec un renchérissement moyen de 0,6% et un taux de chômage de quelque 4%.

Dans une économie très intégrée dans l'économie mondiale telle que celle de la Suisse, les possibilités d'infléchir la conjoncture sont limitées. Il est donc d'autant plus important que la politique économique de l'Etat exploite plus résolument l'efficacité de l'économie de marché pour soutenir au moins les forces de croissance existantes par une politique financière et fiscale orientée vers la croissance et par une déréglementation. Il demeure indispensable de maintenir une politique monétaire liquide, orientée vers les cours de change, afin de ne pas compromettre la compétitivité de l'industrie d'exportation au niveau des prix.

Zurich, le 2 juillet 2003

Pour toutes questions:

economiesuisse, Rudolf Walser, tél. 01 / 421 35 35